

bre des employés et les heures de travail, et que d'autres encore ont fermé leurs portes. C'est pourtant en face d'une situation pareille, quand on compte aujourd'hui à Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Régina, à Calgary, à Edmonton et à Vancouver pas moins de 100,000 sans-travail, que le ministre déclare que la crise est terminée et que la confiance peut renaître aussi grande qu'autrefois. Et c'est au moment même où le chômage est à l'ordre du jour, où l'argent se fait plus rare que jamais, que l'on voit s'élever de façon anormale le coût de tous les articles de première nécessité. Mais, déclare le ministre des Finances, il n'y a pas de crise et le Gouvernement, par conséquence, n'a pas à intervenir.

Il n'est pas le seul membre du cabinet qui ait pris une attitude semblable; nous avons plus d'une preuve que la situation présente des affaires laisse le Gouvernement dans une singulière indifférence. Le ministre du Travail a traité le sujet et émis l'opinion que l'excessive cherté des denrées est l'indice de la plus grande prospérité. Le ministre du Commerce a également énoncé son avis sur cette même question, avis que je trouve reproduit dans la "Gazette" de Montréal, édition du 10 décembre dernier. Dit le reporter:

L'hon. Geo. E. Foster a fait ici, au théâtre Rideau, l'un des discours d'une série remarquable, disant des Canadiens qu'ils sont dépensiers et que pour diminuer la cherté de la vie, ils devront commencer par se corriger de ce défaut.

Le reporter attribue ensuite ce langage à l'honorable Geo. E. Foster:

Faisant allusion à la dépopulation des campagnes, M. Foster n'admet pas que ce soit par nécessité que les jeunes gens se dirigent vers les villes, il prétend qu'ils cèdent à la séduction de ces dernières. Il ne veut pas que l'on confie l'étude de la question à une commission. "Dieu sait", ajoute-t-il, "si nous en avons assez de commissions. Il y en a autant que de mûres sauvages. Les commissions errent dans le pays et gaspillent de la belle encre et du bon papier à rédiger des rapports qui sont mis de côté et ne servent jamais à rien. Ce n'est pas une commission qui remédiera à la situation. C'est aux gens eux-mêmes de prendre l'initiative. Les instituteurs et les parents ne doivent pas se borner à donner des conseils aux jeunes gens, ils doivent aussi leur apprendre que la plus ancienne des industries, l'agriculture, est aussi la plus noble".

L'avis est sage, mais ceux à qui il était donné ne l'ont pas suivi, car huit jours plus tard, si je ne me trompe, le Gouvernement chargeait une commission de s'enquérir de la cherté de la vie et des causes du dépeuplement des campagnes. Cette commission

[Sir Wilfrid Laurier.]

se compose de trois personnes bien connues à Ottawa; le président en est M. McDougald, commissaire des douanes, dont je ne puis dire que du bien. C'est un fonctionnaire précieux et de la plus haute compétence. J'en dirai autant de M. Coats, assistant sous-ministre du Travail. Je ne connais pas aussi bien M. James, mais de lui aussi on me parle en termes favorables.

Je tiens cependant à dire que pour aboutir à des résultats réels, pour accomplir quelque bien, cette commission ne devrait pas se composer de fonctionnaires de l'Etat. Ni le commissaire des douanes, ni l'assistant sous-ministre du Travail ni cette autre personne n'en devraient faire partie. Il est bien évident que ces commissaires devront restreindre le champ de leurs investigations. Il est un terrain sur lequel ils ne peuvent pénétrer. Si, comme plusieurs d'entre nous le supposent, si, comme le pays le suppose—je n'en dis pas davantage—la cherté de la vie tient à des causes politiques (et je considère que c'est à des causes politiques qu'il faut l'attribuer en partie), les commissaires oseront-ils s'en enquérir? Ils n'oseront pas, ils ne peuvent pas le faire; c'est un terrain dont l'accès leur est interdit.

En instituant cette commission, le Gouvernement a recouru à un moyen qui n'aboutira à absolument rien. S'il doit y avoir une enquête de cette nature, le soin en devrait être confié à certains membres du cabinet—comme par exemple au ministre des Douanes (M. Reid), au ministre du Travail (M. Crothers), au ministre du Commerce (M. Foster), pour ne nommer que ceux-là—qui se transporteraient sur les divers points du pays, depuis Halifax jusqu'à Vancouver, et prêteraient l'oreille à toutes les classes de la société: producteurs, consommateurs, cultivateurs, ouvriers, hommes de profession libérale, ministres du culte, ménagères—à ces dernières surtout, parce que c'est elles que la question intéresse le plus. Mais ce n'est pas ce que l'on a fait, la tâche a été confiée à une commission qui ne peut s'en acquitter qu'à demi, ainsi que l'attestera son rapport.

Occupons-nous maintenant du discours du trône. Je n'ai pas assisté, cela va sans dire, à sa rédaction, mais j'imagine que le ministre des Finances (M. White) a trouvé sa tâche rude lorsqu'il est parvenu à ce passage:

Le Canada a joui des bienfaits d'une longue suite d'années prospères, et bien qu'actuellement les affaires soient un peu gênées par la crise financière qui sévit dans tout l'univers, je suis convaincu que cet état de choses ne sera que temporaire, et que les ressources illimitées au Canada, qui sont connues et appréciées si bien